

La CDPA aurait aimé avoir les élections locales le 20 novembre 2016



La Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA) vient d'entamer une tournée de sensibilisation des populations sur l'urgence de l'organisation des élections locales qui devrait être précédée des réformes constitutionnelles et institutionnelles.

Le parti dirigé par Brigitte Adjamagbo-Johnson en meeting ce week-end à Agoe Kossigan a appelé à l'organisation d'urgence des élections locales et ceci après les réformes politiques.

Pascal Adoko, le Secrétaire chargé des affaires politiques de la CDPA explique que les togolais veulent les locales.

M. Adoko révèle d'ailleurs que son parti a adressé un courrier au ministre de l'Administration territoriale pour lui signifier le désidérata des Togolais pour les locales.

« Nous leur avons dit que c'est ce qu'il faut aujourd'hui et rappelé que nous avons écrit au ministre de l'Administration territoriale dans ce sens. Et que la réponse que le ministre nous a donnée ne nous satisfait pas. Il donne l'impression d'utiliser toute l'année 2016, rien pour décliner une feuille de route. Pour nous, ce n'est pas acceptable et la population aussi n'est pas d'accord. », indique le responsable de la CDPA.

Pascal Adoko et son parti auraient aimé avoir les élections locales au plus tard le 20 novembre 2016.

« Nous presserons le pas là où il le faut. Cela fait 30 ans qu'on l'a fait donc il faut qu'on le fasse. Les populations nous ont dit si c'est comme ça, pas d'élections locales, pas de taxes sur habitation », insiste-t-il.

Pour la CDPA, l'organisation des locales doit venir après les réformes constitutionnelles et institutionnelles avec limitation de mandats. « Dans les tiroirs du Togo, dorment encore les dossiers des réformes. C'est honteux que depuis 2006, après plusieurs engagements, on soit incapable d'opérer ces réformes », a déploré Pascal Adoko.